



**Nations Unies
Environnement
Programme**



UNEP

Distr. Limitée

UNEP(DEPI)/CAR WG.35/4
10 juin 2014

Original: Anglais

Deuxième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes

Managua, Nicaragua, du 10 au 13 juin 2014

RAPPORT DE LA RÉUNION



Promotion de la coopération régionale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes:

ACRONYMES

AMEP	Évaluation et gestion de la pollution environnementale
UCR/CAR	Unité de coordination régionale des Caraïbes
CARPHA	Agence des Caraïbes de santé publique
Convention de Cartagena	La Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes
CEHI	Institut pour la santé environnementale des Caraïbes
PEC	Programme pour l'environnement des Caraïbes
CIMAB	Centro de Ingeniería y Manejo Ambiental de Bahías y Costas
CLME	Projet du grand écosystème marin des Caraïbes CLME
CLME+	CLME+ catalysant la mise en oeuvre du programme d'action stratégique pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagées dans les écosystèmes marins des Caraïbes et du nord du Brésil
CdP	Conférence des Parties
CETA	Communication, éducation, formation et sensibilisation
CRew	Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PAM	Programme d'action mondial pour la protection de l'environnement marin contre les activités terrestres
GPO	Partenariat global pour les océans
BID	Banque Interaméricaine de développement
IG	Réunion intergouvernementale
IMA	Institut des Affaires Maritimes
IWCAM	Gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières
LBS	Sources et activités terrestres
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MoU	Mémoire d'entente
O.N.G.	Organisation non gouvernementale
NOAA	L'Administration océanique et atmosphérique nationale
PAN	Programmes d'action nationaux
PIF	Projet formulaire d'identification
PPG	Subvention de Préparation de projet
PMU	Unité de gestion de projet
PSA	Annonces de service public
CAR	Centre d'activité régional
RAN	Réseau d'activité régional

RDC	Région des Caraïbes.
REMPEITC	Centre régional de formation et information en cas d'urgence de pollution marine de la région des Caraïbes
REPCar	Réduction des écoulements de pesticides en mer des Caraïbes
SAP	Plan d'action stratégique
PEID	Petits États insulaires en développement
SOCAR	Rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention
SSFA	Accord de micro financement
STAC	Comité consultatif scientifique et technique
SPAW	Zones et vie sauvages spécialement protégées
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
USA EPA	Agence des Etats-Unis pour la protection de l'environnement

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	iii
Introduction.....	1
Point n°1 de l'ordre du jour: Ouverture de la réunion	1
Point n°2 de l'ordre du jour: Élection des officiers.....	2
Point n°3 de l'ordre du jour: Organisation de la réunion.....	3
a) Règlement intérieur	3
(b) Organisation du travail.....	3
Point n°4 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour	3
Point n°5 de l'ordre du jour: Revue des activités du programme d'AMEP pour la période biennale 2013-2014	3
(a) Revue de l'état de ratification et d'adhésion au protocole LBS.....	3
(b) Revue des activités	4
Point n°6 de l'ordre du jour: Programmes, projets et initiatives régionaux et globaux.....	10
Point n°7 de l'ordre du jour: Projet du plan de travail et budget du sous programme AMEP pour l'exercice biennal 2015-2016	11
Point n°8 de l'ordre du jour : Autres questions:	14
Point n°9 de l'ordre du jour : Adoption des recommandations de la réunion et du rapport de la réunion.....	14
Point n°10 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion.....	14

Annexe I : Ordre du jour

Annexe II : Recommandations de la Réunion

Annexe III : Liste des documents

Annexe IV : Liste des participants

Introduction

1. Après l'entrée en vigueur du protocole LBS en août 2010, l'article XIV du protocole LBS a établi le STAC LBS. Sous l'article XIII.2.c, le secrétariat de la Convention de Cartagena est responsable de fournir l'aide que le STAC peut requérir pour effectuer ses fonctions, comme visé à l'article XIV.
2. Selon le Plan de travail et budget pour 2013-2014, approuvé par la quinzième réunion intergouvernementale (IG) de façon intersessions, la deuxième réunion de STAC, a été tenue du 10 au 13 juin 2014, à Managua, Nicaragua. Les objectifs de la deuxième réunion de STAC ont été de :
 - Évaluer les projets et les activités mis en oeuvre par le secrétariat et les centres d'activité régionaux LBS (CAR) dans l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale du sous-programme (AMEP) pendant la période 2013-2014 ;
 - Passer en revue le progrès accompli dans la mise en oeuvre des recommandations de la première réunion de STAC LBS, les décisions de la première conférence des parties au protocole LBS et des décisions appropriées de la quinzième réunion intergouvernementale et de la douzième réunion des parties contractantes à la convention de Cartagena ;
 - Passer en revue le statut de ratification et/ou d'adhésion au protocole LBS dans les pays membres ;
 - Développer le plan de travail et le budget d'AMEP, pour l'exercice biennal 2015-2016, pour sa soumission ultérieure, et l'approbation près la 2ème Conférence des parties au protocole LBS, qui aura lieu en novembre 2014 ;
 - Fournir les recommandations au sujet du protocole LBS pour leur considération par la 2ème Conférence des parties au protocole LBS, à se tenir en novembre 2014.
3. Les experts invités à la réunion ont été nommés par les points de liaison nationaux de la Convention de Cartagena. En plus, des représentants des organisations internationales, régionales, intergouvernementales et non gouvernementales, et des représentants régionaux de projet ont été invités à assister à la réunion en tant qu'observateurs.

Point n°1 de l'ordre du jour: Ouverture de la réunion

4. La réunion a commencé le mardi 10 juin 2014 à 14h30. Assis à la table principale, pour l'ouverture de la réunion, étaient M. Nelson Andrade Colmenares, coordonnateur du PEC, M. Christopher Corbin, Officier de programme responsable du sous programme d'évaluation et de gestion de la pollution environnementale (AMEP) du Programme pour l'Environnement des Caraïbes (PEC) et M. Roberto Araquistáin, Vice-Ministre de l'environnement, Nicaragua.
5. M. Corbin a présidé la cérémonie d'ouverture. Il a souhaité la bienvenue aux participants de la 22ème réunion du STAC et a ensuite invité M. Nelson Andrade Colmenares à apporter les remarques préliminaires.
6. M. Nelson Andrade Colmenares a souhaité la bienvenue à tous les participants, aux parties contractantes et non contractantes, aux observateurs et partenaires régionaux importants au deuxième (2ème) STAC. Il a exprimé une particulière reconnaissance au Vice-Ministre du Nicaragua qui a personnellement engagé son soutien à la réunion. Il a également exprimé sa gratitude au personnel du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (MARENA) pour leur aide et appui.
7. M. Andrade a ensuite remercié M. Jostein Nygard, Marco Alcaraz et d'autres collègues de la Banque mondiale qui ont accepté de relier l'atelier du Partenariat mondial pour les océans (GPO) au 2ème STAC. Il a souligné l'importance du 2ème STAC, qui a été reconnue par le siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et a reconnu la présence de M. Vincent Sweeney, coordonnateur du programme d'action mondial (PAM) du PNUE, avec qui le secrétariat travaille très étroitement sur de nombreux projets et activités liées à la pollution. M. Andrade a ajouté que la réunion n'aurait pas été possible sans l'aide financière significative du projet FEM CReW. Il a ensuite ajouté que c'était la deuxième réunion du STAC au protocole LBS, depuis son entrée en vigueur au mois d'août 2010.
8. M. Nelson Andrade a exprimé qu'il était extrêmement heureux qu'il y ait maintenant onze (11) parties contractantes au protocole LBS, et que toutes les parties contractantes étaient représentées à la réunion. Il a souligné que la ratification la plus récente était celle du gouvernement de la République Dominicaine en septembre 2012, et observa que beaucoup d'autres pays avaient rapporté du progrès dans leur processus national de ratification.

9. Il a ensuite souligné qu'en tant qu'experts techniques et scientifiques du protocole LBS, les conseils des participants sera critique pour évaluer les projets et les activités mises en œuvre par le secrétariat et les centres d'activités régionaux à LBS (CAR) sur le dernier exercice biennal. La réunion du STAC LBS fournira des apports au Plan de travail et budget 2015-2016 proposé, tout comme les recommandations à être considérées lors de la 2^{ème} réunion des parties contractantes au protocole LBS qui aura lieu avec la 16^{ème} IG de la convention de Cartagena, au mois de novembre 2014.
10. Il a noté qu'au cours de cette réunion, les domaines prioritaires pour la discussion incluront le rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention avec le PAM sur la mise en œuvre des partenariats mondiaux sur les eaux usées, les éléments nutritifs et la gestion des déchets marins.
11. Il a observé que le rythme de la ratification avait ralenti, et a encouragé toutes les parties non contractantes à faire de plus gros efforts vers la ratification. Il ajouta que le secrétariat continue d'être engagé toute partie non contractante au processus de ratification. Il a noté, cependant, que les nouveaux projets et activités donneront la priorité de l'aide financière pour aider les parties contractantes dans la mise en œuvre des engagements du protocole. Il a encouragé les pays participants du FEM CReW et d'autres projets du FEM à profiter davantage de l'appui financier et technique fourni par ces projets, afin de favoriser la ratification du protocole LBS, mais d'une manière primordiale la mise en œuvre dans leurs pays respectifs.
12. Pour terminer, M. Andrade a remercié les pays de leur participation et leur appui constant, et il a souhaité une réunion très productive.
13. M. Corbin a remercié le coordonnateur et puis a invité le Vice-Ministre du Nicaragua à apporter ses remarques préliminaires.
14. M. Roberto Araquistain a exprimé sa gratitude et l'honneur d'avoir été en mesure d'accueillir le 2^{ème} STAC LBS. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants d'Amérique Latine et des Caraïbes. Il a noté que la tenue de la réunion et la coopération commune aideront à surmonter des défis. Le Vice-Ministre a observé que les pays luttent pour contrôler leurs ressources naturelles et réduire au minimum la dégradation de l'environnement. Il a ajouté que nous devons changer la manière dont nous développons nos rapports avec l'environnement, ou bien il y aura, comme conséquence, des dommages énormes à la mer des Caraïbes et à la terre. Le Vice-Ministre a également indiqué que le Nicaragua est en train de changer. Il a ajouté que le Nicaragua, avec l'aide du PNUE, grâce à des projets du FEM, a travaillé sur le projet de réduction des écoulements de pesticides en mer des Caraïbes (REPCar) pour protéger la terre et les eaux et augmenter la productivité agricole. Il a aussi souligné que grâce à la réduction dans l'utilisation des produits chimiques, les gens sont plus sains dans les régions montagneuses centrales et du nord. Le Vice-Ministre a réitéré qu'ils sont en train de travailler avec les peuples autochtones dont les vues sont maintenant mieux comprises, et forger une alliance, ayant remis 23.000 kilomètres carrés de terres au territoire indigène pour reconstituer l'environnement.
15. Pour terminer, le Vice-Ministre a fait observer que les territoires indigènes ont œuvré de différentes manières pour conserver les écosystèmes, y compris marin et côtier, en reconstituant ainsi les droits de futures générations.
16. Au nom du président du Nicaragua, M. Jose Daniel Ortega et la première dame, le Vice-Ministre a déclaré la réunion ouverte à 14h55.

Point n°2 de l'ordre du jour: Élection des officiers

17. M. Andrade, coordonnateur du PEC, a indiqué que des propositions des nominations pour des membres de bureau ont été reçues par le secrétariat. La réunion n'a eu aucune objection aux nominations proposées et le bureau a été approuvé par la réunion, par acclamation.
 - Président..... Miguel Espinosa (République dominicaine.)
 - 1e vice-président : Linroy Christian (Antigua & Barbuda)
 - 2e Vice-président : Steve Morrision/Clement Lewsey (USA.)
 - 3e Vice-président : Arelys Fuentes Castillo (Panama)
 - Rapporteur: Lavina Alexandre (Saint Lucia)

Point n°3 de l'ordre du jour: Organisation de la réunion

18. Le président a décrit les procédures pour la conduite de la réunion.

a) Règlement intérieur

19. Le Règlement intérieur des réunions de la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena) ont été appliquées.
20. Le président a fait la référence aux articles 20 et 21 dudit règlement. Il a noté qu'afin de déterminer la validité de la réunion, trois quarts des parties contractantes devaient être présents. Les parties contractantes ont indiqué leur présence en soulevant leurs mains ; toutes les onze (11) parties étaient présentes.

(b) Organisation du travail

21. L'anglais, le français et l'espagnol étaient les langues de travail de la réunion. L'interprétation simultanée a été assurée en anglais et en espagnol pour la réunion. Les documents de travail de la réunion étaient disponibles dans toutes les langues de travail.
22. Le président a proposé de tenir la réunion en sessions plénières et a invité des gouvernements intéressés à travailler avec le secrétariat pour développer les recommandations de la réunion. Il a également indiqué que d'autres groupes de travail pouvaient être établis si cela était décidé par la réunion.
23. Le président a également proposé que le président sortant du STAC soit présent au STAC actuel, en vue de la continuité, et que ceci soit ajouté au règlement intérieur ou en tant que document autonome. Pour une stabilité supplémentaire, il a recommandé que des mesures soient développées pour que les membres élus du bureau puissent assurer pendant plus d'une réunion.

Point n°4 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour

24. Le président a présenté l'ordre du jour (document UNEP (DEPI) /CAR WG.35/1) et a sollicité à la réunion des propositions pour des amendements.
25. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a remercié le gouvernement du Nicaragua d'accueillir la réunion et au secrétariat pour la disponibilité rapide des documents de la réunion. Il a indiqué que les Etats-Unis. avaient proposé au secrétariat un changement au paragraphe 1 de l'ordre du jour annoté (document UNEP (DEPI) /CAR WG.35/2).
26. M. Christopher Corbin a remercié le délégué des Etats-Unis et a indiqué que l'amendement proposé à l'ordre du jour annoté devait avoir été fait par le secrétariat dans une version mise à jour du document, mais qu'il vérifierait et s'assurerait de cet amendement.
27. L'ordre du jour de la réunion a été adopté comme proposé par le secrétariat au document PNUE (DEPI) /CAR IG.33/1. Comme cela a été demandé par la délégation des USA, le premier paragraphe de l'ordre du jour annoté provisoire UNEP (DEPI) WG.33.2 a été corrigé avant la réunion, pour refléter l'établissement du STAC et le rôle du secrétariat à la convention de Cartagena, de soutenir les besoins du STAC.

Point n°5 de l'ordre du jour: Revue des activités du programme d'AMEP pour la période biennale 2013-2014

(a) Revue de l'état de ratification et d'adhésion au protocole LBS

28. L'Officier du programme d'AMEP, Christopher Corbin, a fourni une mise à jour sur l'état de ratification à la convention de Cartagena et au Protocole LBS tel que prévu dans le rapport de la Colombie. La Colombie est la nation dépositaire de la convention de Cartagena. Onze (11) pays ont ratifié le protocole LBS jusqu'à présent ! Il a mentionné que le gouvernement de la Grenade était le pays le plus récent à avoir adhéré au Protocole LBS qui est entré en vigueur en septembre 2012 pour eux.

(b) Revue des activités

29. L'officier du programme AMEP, Christopher Corbin, a présenté les résultats du sous-programme AMEP pendant la période 2013-2014 du présent rapport, comme détaillé dans le document PNUE (DEPI) /CAR WG.35/INF.3.
30. M. Corbin a commencé sa vue d'ensemble, en décrivant le but et les objectifs spécifiques du sous-programme AMEP à l'appui de la mise en oeuvre du protocole LBS, qui a inclus des domaines tels que la prévention et la réduction de la pollution et la gestion des données et de l'information. Il a signalé la contribution significative continue aux accomplissements du programme issue de l'exécution de projets financés par le FEM comme le FEM CReW, et grâce au travail des centres d'activités régionaux LBS.
31. M. Corbin a décrit ce qu'il a considéré comme les principaux accomplissements du sous-programme d'AMEP, pendant l'exercice biennal, comprenant la ratification du protocole LBS par le gouvernement de la République Dominicaine ; et des efforts continus déployés par plusieurs autres pays, comprenant la Jamaïque, le Costa Rica et le Nicaragua vers la ratification formelle. D'autres accomplissements sont : (1) le développement ultérieur du Partenariat avec la Banque mondiale et le GPO ; (2) la préparation de la proposition de projet complet du projet de FEM IW Eco ; (3) nouveau PSA au protocole LBS ; (4) le profil accru et la cible sur les eaux usées réalisés principalement par le projet FEM CReW ; (5) augmentation dans le nombre de publications et de fiches documentaires internes et externes sur la pollution ; (6) la préparation d'une ébauche mise à jour du plan d'action sur les déchets marins avec l'appui du réseau de la jeunesse pour l'environnement (CYEN) des Caraïbes ; (7) établissement de la plateforme des Caraïbes pour les éléments nutritifs ; et (8) appui à la tenue réussie de la conférence bisannuelle sur les eaux internationales FEM IW, à la Barbade, en novembre 2013.
32. Une mention spécifique a été alors faite aux efforts de mobilisation de fonds, et en dépit des défis continus dans la mobilisation des fonds pour de nouvelles activités, le secrétariat a pu mobiliser un total d'USD 379.500 pour des activités. En outre, M. Corbin a décrit que le cofinancement additionnel avait été mobilisé par des associations avec les agences externes par des projets tels que FEM CReW, pour conduire des activités communes de renforcement de capacités. Ces fonds vont directement à l'activité et ne sont pas reflétés ainsi au budget du PNUE, mais peuvent être tout à fait significatifs.
33. M. Corbin a alors rendu compte de certaines des activités principales effectuées en tant qu'élément de la coordination globale de programme. Celles-ci sont : (1) gestion et coordination de toutes les activités de projet, comprenant la gestion des conseillers et des contrats ; (2) fourniture d'appui technique et consultatif aux parties contractantes ; (3) coordination de toutes les activités concernant le sous-programme CETA, comprenant la gestion du site Web et des comptes de médias sociaux. Ceci en raison du manque d'un Officier de programme CETA dédié constant ; (4) promotion et sensibilisation comprenant l'élaboration de calendriers ; vidéos ; fiches documentaires ; bulletins ; publications ; études de cas ; notes d'expériences, et la participation à des réunions régionales et internationales ; (5) mobilisation de ressources et développement de nouveaux partenariats et (6) réponse aux recommandations et aux décisions du 1^{er} STAC LBS et CdP ; et 15^e IG. M. Corbin a fini cette section en déclarant que cette coordination a inclus toutes les préparations pour ce 2^{ème} STAC LBS et comportera également des préparations pour la 2^{ème} CdP LBS.
34. Les principaux résultats de la mise en oeuvre des activités de projet ont été présentés sous les domaines thématiques spécifiques de suivi et d'évaluation, de gestion des déchets marins, de gestion des déchets solides, des programmes nationaux d'action, et changement climatique et gestion des risques de catastrophe. Monsieur Corbin a souligné certains des principaux accomplissements nationaux et régionaux dans chacun de ces domaines thématiques. Il a décrit que ce travail dans le secteur thématique de la gestion des eaux usées a lieu en grande partie au sein du projet FEM CReW.
35. M. Corbin a terminé la première partie de son exposé, en accentuant certaines des nouvelles collaborations qui ont été établies et/ou plus loin augmentés avec plusieurs projets et agences, y compris l'IMO - la convention de Londres et le protocole et les MARPOL, annexe V ; GEF IW Learn ; le Partenariat global sur les océans de la Banque mondiale ; PNUE et plusieurs nouvelles initiatives, comprenant le développement d'UNEP Live, GEO SIDS ; et un nouveau projet de FEM sur les indicateurs environnementaux des pays de CARICOM. D'autres opportunités de partenariats avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA) et le développement de la phase 2 de l'atlas marin des Caraïbes ont été également mentionnées.
36. Concernant l'activité avec l'AIEA sur l'établissement d'un réseau de détection précoce pour détecter et répondre aux événements toxiques affectant l'environnement marin, le représentant de OPS a suggéré que le soin soit pris en développant cette activité étant donné que peu de pays dans la région des Caraïbes sont des Etats Membres de l'AIEA, et que la plupart

des pays manquent des capacités essentielles comme indiqué aux termes des règlements internationaux de santé (2005) concernant la réponse aux incidents radioactifs.

37. M. Corbin a alors invité le directeur du CAR CIMAB, Dr. Antonio Villasol à présenter les contributions spécifiques de CAR CIMAB aux projets et aux activités de l'exercice biennal 2013-2014. Ce dernier souligna en particulier l'appui fourni dans le cadre du projet FEM CReW au Guatemala, au Honduras, au Costa Rica et au Panama, de même que leurs contributions aux discussions du groupe de travail de suivi et d'évaluation. Un appui technique fourni au secrétariat par le CAR CIMAB a été identifié, tout comme une évaluation de tout le niveau du cofinancement fourni.
38. Il a été suivi par Dr Bevery Foster-Hinds sur une présentation au nom du CAR IMA et les travaux menés à bien à l'appui du plan de travail 2013-2014, ainsi que d'autres projets et activités d'importance pour le protocole LBS. Elle a souligné la collaboration au moment d'accueillir l'atelier sur les éléments nutritifs qui a eu comme conséquence le lancement de la plateforme des Caraïbes sur la gestion des éléments nutritifs, de même que des projets continus à Trinidad ; traitement de déchets solides – un projet national de récipients de boissons ainsi qu'un programme d'état sur la qualité de l'environnement / de l'eau à Trinité-et-Tobago.
39. Les deux représentants du CAR LBS ont souligné les différentes réunions et ateliers qui ont été tenus par le secrétariat et/ou projets FEM auxquels ils ont tous les deux contribué pendant l'exercice biennal en rapport.
40. Le président a invité le secrétariat à présenter les exposants des projets financés par le FEM. Le président a également demandé au secrétariat de donner le contexte de ces présentations.
41. M. Corbin a présenté les exposants des projets FEM notamment CLME+. CReW, MAR2R et a indiqué qu'il ferait la présentation au nom du projet d'IWEco. Il souligna l'importance de la collaboration entre ces projets étant donné leur objectif de prévenir la pollution.
42. Il a commencé par donner une vue d'ensemble du projet de GEF IWEco et a indiqué les dix (10) pays participants. Tandis que les Bahamas ne sont pas une partie de l'IWEco, un dossier séparé de projet ou un PIF pour les Bahamas a été développé et récemment approuvé. Ceci sera encore développé en collaboration avec le projet d'IWEco. Il a fourni une vue d'ensemble des solutions innovatrices nationales sous la composant une (1) du projet et a précisé que le projet d'IWEco a visé en général à favoriser des approches écosystémiques de gestion. M. Corbin a alors fourni une vue d'ensemble des composants régionaux 2, 3 et 4 et a souligné qu'un élément clé des activités régionales sera le développement de partenariats pour la réduction de la pollution et l'implication des parties prenantes.
43. M. Corbin a informé que la proposition de projet avait été soumise au PNUE et au secrétariat du FEM et que le processus interne de revue pourrait prendre de 2 à 8 semaines.
44. M. Corbin a alors invité M. Alfredo Coello Vazquez, coordonnateur temporaire de projet du FEM CReW à faire sa présentation.
45. Dans sa présentation, M. Coello Vazquez a fourni une vue d'ensemble du projet du FEM CReW et souligna les liens entre les activités de projet et la prévention de la pollution dans la région des Caraïbes. Il a indiqué que la maintenance des usines de traitement des eaux usées était très coûteuse et a précisé que plusieurs de ces usines ne sont pas correctement maintenues. M. Coello a noté que le projet FEM CReW vise à améliorer le financement pour l'infrastructure d'eaux usées dans la région des Caraïbes. Il a également observé qu'il était attendu que l'approche de financement innovateur piloté dans le cadre de CReW serait répliquée par le FEM dans d'autres régions du monde, y compris la région des Caraïbes.
46. M. Coello a alors donné une vue d'ensemble des cinq (5) composants de projet CReW FEM. Il a indiqué que le composant 1 du projet est contrôlé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et que des unités de gestion de projet ont été établies dans les quatre pays pilotes CReW FEM, à savoir Belize, Guyane, Jamaïque et Trinité-et-Tobago. Il a ensuite fourni une vue d'ensemble du mécanisme de financement dans chacun des quatre pays pilotes.
47. M. Coello a continué en présentant une vue d'ensemble des composants régionaux 2 et 3 du projet, qui sont contrôlés par le PNUE. Il a décrit les moyens par lesquels le projet FEM CReW aide à prévenir la pollution. Il a observé que dans certains pays, les réglementations sont plus strictes que ce qui est exigé au protocole LBS. Il a également discuté de la réplique des mécanismes de financement et la possibilité d'un projet de suivi à FEM CReW. Il en outre parlé des activités de renforcement de capacité sous le projet, qui a inclus l'accord de micro financement (SSFA) développé entre UCR/CAR-PNUE et le FEM CReW dans les pays anglophones. Il mentionna que SSFA serait bientôt développé pour des activités dans chacun des pays

hispanophones participant au projet FEM CReW. Les activités de partage d'informations et les efforts de communication du projet FEM CReW ont été également mentionnées. Ces activités ont inclus le développement du site Web FEM CReW, la page de Facebook, les avis et les bulletins, les études de cas et les échanges professionnels. Il a également noté la Communauté de plateforme de la pratique, de la BID, qui devrait être lancée en juin 2014.

48. Le délégué du Honduras a informé que la personne responsable du projet FEM CReW dans son pays est décédée. Elle a en outre demandé que le projet FEM CReW contacte le gouvernement du Honduras pour voir si quelqu'un d'autre pourrait être choisi pour continuer le travail du CReW. M. Alfredo Coello, chef de projet du projet FEM CReW a exprimé ses condoléances et a indiqué que la question serait traitée.
49. M. Corbin a invité Patrick Debels à faire sa présentation sur le projet du FEM des larges écosystèmes marins des Caraïbes (CLME). M. Debels a exprimé la gratitude au PEC-PNUE pour la collaboration au projet de FEM CLME. Il en outre mentionné qu'il voudrait voir comment le projet de CLME+ pourrait aider au protocole LBS. M. Patrick Debels a fourni une vue d'ensemble du projet de FEM CLME+ et les opportunités d'appui au protocole LBS. Il a noté que le projet de CLME+ comporte deux (2) grands écosystèmes marins (LME) : Le LME des Caraïbes et le LME du plateau du nord du Brésil et inclut 25 pays FEM - éligibles et des territoires dépendants. M. Debels a indiqué que la subvention pour la préparation de projet (PPG) a été récemment reçue du FEM pour le développement du document complet de proposition de projet.
50. M. Debels a indiqué qu'on s'attend à ce que le CLME+ commence en janvier 2015 et que ce sera un projet sur cinq ans. Il catalysera la mise en oeuvre du programme d'action stratégique de dix (10) ans (SAP) qui était l'un des résultats principaux du projet de CLME. Il a précisé que SAP a été signé par 31 ministères de 21 pays. M. Debels a observé que l'approche du FEM pour l'analyse diagnostique transfrontalière été utilisée au développement du projet de CLME+, et il a ajouté que trois (3) problèmes principaux ont été identifiés dans tout le CLME+. Il s'agit de la pêche insoutenable, la pollution et la dégradation de l'habitat. Il a également noté qu'il était également nécessaire de prendre en compte le changement climatique et le changement social.
51. M. Debels a observé que les différents écosystèmes livrent différents biens et services et, par conséquent, ces écosystèmes seraient affectés différemment par les trois (3) problèmes principaux. Il a discuté les causes profondes des trois problèmes principaux identifiés par CLME+. Il a détaillé les stratégies du CLME SAP et a accentué les composants du projet de CLME+. M. Debels a parlé des activités LBS catalytiques possibles, sous chaque composant du projet de CLME+ , et il a noté les liens possibles avec SOCAR.
52. M. Corbin invita Mme. Maria Porta du Fonds mondial pour la vie sauvage (WWF) à faire sa présentation sur le projet du FEM de l'arête transfrontalière à la gestion intégrée de récif mésoaméricain (MAR2R). Elle a fourni l'information de fond sur le récif de mésoaméricain et a indiqué qu'il s'agit de la plus grande barrière de récifs transfrontaliers au monde. Elle a ajouté que la barrière de récifs est très riche en différents types de biodiversité et indiqua que le PIF pour le projet du MAR2R a été récemment approuvé par le FE,. Elle a ajouté que le Fonds mondial pour la vie sauvage est l'agence de mise en oeuvre du projet MAR2R et que le financement a été reçu de FEM 5. Elle a également ajouté que la proposition totale de projet sera de USD 10 millions. Mme. Porta indiqua qu'il y avait quatre (4) pays impliqués dans le projet, à savoir Belize, Guatemala, Honduras et Mexique. Elle a souligné les objectifs du projet du MAR2R et a donné une vue d'ensemble des composants du projet, de même que des résultats prévus.
53. Mme. Porta a également souligné les liens du projet au protocole LBS et a indiqué que le dossier pour le projet serait développé dans les mois à venir.
54. Le président invita la réunion à poser des questions ou des commentaires concernant les présentations des projets du FEM.
55. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a demandé au sujet de la chronologie du projet de GEF IWEco et a voulu connaître quand les Etats-Unis y seront impliqués. M. Christopher Corbin a indiqué que l'approbation pourrait être reçue dans un à deux mois (de 1-2) après la soumission. Il a ajouté que la phase de pré démarrage pourrait varier entre trois et six mois (de 3-6) et que pendant cette étape il y aurait une réunion de pré démarrage. M. Corbin a indiqué que toutes les agences et gouvernements partenaires seraient impliqués dans la phase du début. Il en outre indiqué qu'il s'attendrait à ce que la mise en oeuvre commence pour le mois de décembre 2014, en assumant l'approbation serait reçu au mois d'août 2014 et une période de trois à quatre (de 3-4) mois pour établir l'unité de gestion de projet (PMU).

56. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison a observé qu'il avait été fait mention d'un projet de suivi pour CReW et a demandé si la phase deux du projet FEM CReW inclurait différents pays. M. Coello a relevé qu'une augmentation du nombre de pays n'avait pas été encore déterminée pour le projet de suivi, car c'est encore dans la phase conceptuelle. M. Corbin ajouta que les pays ayant des projets-pilotes dans le cadre du projet CReW actuel, avaient déjà indiqué que davantage d'aide serait nécessaire dans tous les projets de suivi. Par ailleurs, un projet de suivi pourrait inclure les nouveaux pays qui ne sont pas partie du projet FEM CReW actuel, de même que de nouveaux pays pilotes.
57. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a noté que le projet de CLME semble actuellement traiter activement la pêche et les questions de gouvernement, mais il est peu ciblé sur la pollution. Dans la comparaison, le suivi CLME+ a ciblé beaucoup plus la pollution. Il s'est alors enquis au sujet du pourcentage estimé du nouveau projet de CLME+ qui serait consacré à gérer des activités LBS.
58. M. Patrick Debels a indiqué qu'il était très difficile à ce stade de déterminer cela. Il a cependant indiqué qu'une évaluation grossière serait de vingt pour cent (20%), mais ceci pourrait être augmenté.
59. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a encore fait observer qu'il était heureux d'apprendre au sujet des liens entre les protocoles SPAW et LBS car c'est quelque chose dont ils avaient discuté et qu'ils avaient demandé ces dernières années. Il a cependant souligné qu'il faudrait s'assurer que le secrétariat n'investira pas trop de ressources dans les activités devant être conduites dans le cadre du projet de CLME+ en dehors de la région de la convention.
60. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, demanda si le projet de l'arête transfrontalière intégrée à la gestion des récifs mésoaméricains (le 2 MAR2R) est une suite du projet du système de la barrière de récifs mésoaméricains (MBRS) et si le projet considérerait les résultats du projet de MBRS. Il a indiqué que NOAA avait collaboré sur ce projet. Mme. Maria Porta a indiqué que le MAR2R se baserait sur le projet de MBRS et donnait la bienvenue à n'importe quelle information fournie par la participation de NOAA.
61. Le délégué de la Grenade a souligné que sur la base des présentations, il y avait de forts liens entre les projets LBS et du FEM (particulièrement CLME) avec la convention de RAMSAR et l'initiative des zones humides des Caraïbes (CariWet) particulièrement, par rapport à la conservation des écosystèmes des zones humides, comme des palétuviers, des prairies marines, etc. Il a ajouté que CLME+ pourrait apporter grande relevance et devrait être lié au contrôle et à la réduction de sources terrestres de pollution.
62. Le Dr. Villasol de CAR Cimab a noté que, en ce qui concerne le protocole relatif aux sources et activités terrestres, particulièrement dans le cadre des projets du FEM CReW et CLME, des sources ponctuelles de pollution ont été soulignées. Cependant, il y a encore beaucoup de travail à faire sur la pollution de sources diffuses, particulièrement en ce qui concerne le récif mésoaméricain, par exemple, car de nombreux pays sont affectés.
63. Le président s'est enquis sur la façon dont les pays pilotes du projet du FEM CReW avaient été choisis. Il a été observé dans la réponse, qu'il y avait un long procédé de choix impliquant les points de liaison de la BID, du FEM et du PNUE selon des critères spécifiques. Sur la marche, des possibilités existent pour augmenter le nombre de pays participants et de projets-pilotes, en plus de stimuler des partenariats avec d'autres agences partenaires et le secteur privé.
64. Le délégué de Belize a indiqué que la deuxième phase du MBRS était à l'origine prévue pour se concentrer sur des sources de pollution diffuses et ciblé sur le suivi de qualité de l'eau et la bioaccumulation ; et qu'une grande partie de la documentation du premier projet et ses recommandations existent toujours et pourrait être partagée pour informer le développement de cette nouvelle phase de suivi.
65. Le délégué du Panama a noté que de nombreux pays en Amérique Centrale participent à un réseau régional de suivi de l'eau. Le délégué a ajouté que des données sont rassemblées de différents points le long des littoraux des Caraïbes, et que ces données pourraient être très utiles pour informer de futures activités dans ce secteur.
66. Le délégué de Trinité-et-Tobago s'est enquis si l'eau usée industrielle, comme noté en annexe III du protocole LBS, pourrait être incluse dans de futures activités du projet FEM CReW, c'est-à-dire, pour inclure le traitement préparatoire de l'eau usée industrielle. M. Coello du projet FEM CReW a indiqué qu'il est possible et pourrait être inclus dans des activités pour un projet de suivi. Il a mentionné qu'une première consultation facilitée a eu lieu au cours de la 3^{ème} réunion de comité de coordination de projet, en janvier 2014, et que les futures discussions auront lieu avec des parties prenantes pour informer le

développement d'un dossier de projet ou PIF pour une nouvelle proposition de projet de suivi. Un tel projet continuerait à favoriser une approche plus intégrée à la gestion des eaux usées dans la région.

67. Le délégué de Bahamas s'est enquis si des équipements de réception d'eaux usées des bateaux de croisière avaient été considérés. Il a précisé qu'il y a eu conflit avec des pays en ce qui concerne des bateaux de croisière, car il y a l'espace insuffisant pour le stockage des eaux usées. En conséquence, déchets des bateaux de croisière peuvent être versés dans les baies et les eaux le long de la côte.
68. M. Corbin a indiqué que ceci avait été considéré sous PEC-PNUE, mais pas sous le projet FEM CReW. Il a noté que quelques éléments initiaux du projet FEM CReW2 ont été reçus et maintenant c'est le moment de proposer d'autres activités que pourraient être faites. Par conséquent, CReW2 peut voir le prétraitement dans les eaux usées industrielles et domestiques et dans les exigences de la convention MARPOL, en particulier l'annexe IV qui traite des eaux usées si les pays impliqués considèrent cela comme une priorité.
69. Le délégué d'Antigua et Barbuda a noté qu'on lui a mentionné que les pays qui n'ont pas approuvé ou exprimé un intérêt pour le projet de CLME pourraient le faire aussi. Il a demandé comment ceci pourrait être fait, et, tenant compte du fait qu'Antigua a plusieurs projets nationaux, comment Antigua pourrait se baser sur eux par le biais du CLME+.
70. L'approbation du CLME+ SAP et PIF reste ouverte pour les parties intéressées. M. Debels a indiqué que pour CLME+, les ressources investies seront pour des aspects transfrontaliers. CLME+ aidera des pays à participer aux activités transfrontalières qui seront indépendantes d'autres projets déjà entrepris par les pays.
71. M. Debels indiqua qu'il peut y avoir une possibilité pour un projet individuel en utilisant des fonds de projet pour aider les différents pays qui expriment un intérêt. L'effort régional dépend de si des pays voisins sont également intéressés, d'autant plus que le projet couvre les questions transfrontalières. Il a ajouté qu'il peut y avoir les deux avantages direct et indirects, des investissements de CLME et qu'il peut être possible d'obtenir l'aide financière supplémentaire d'autres sources, une fois que le pays a approuvé CLME+ et son programme d'action stratégique.
72. Le délégué du Honduras a signalé que le pays est en cours de faire ratifier le Protocole LBS. Elle a indiqué que des hydrocarbures ont été trouvés le long de la côte de Moskitia et demande conseil sur ce qui doit être fait pour ne pas affecter négativement le processus de ratification de la convention et le protocole.
73. M. Corbin a noté que les pays peuvent ratifier la convention de Cartagena avec seulement le protocole sur les hydrocarbures, ou bien avec les deux autres protocoles. Il a indiqué que tous les membres du Programme pour l'Environnement des Caraïbes contribuent financièrement au fonds d'affectation spéciale des Caraïbes et qu'il n'y a aucun autre engagement financier additionnel en devenant une partie contractante. Il a fait remarquer que le secrétariat avait préparé un document d'orientation sur la façon de ratifier le protocole et indiqua que le secrétariat s'est engagé à aider les pays dans leur procédé de ratification s'ils ont besoin d'appui. Il a ajouté qu'un incident de pollution tel que du pétrole le long du littoral n'affecterait pas négativement des efforts nationaux à la ratification, mais par la ratification, le pays aurait un cadre pour rechercher l'assistance technique.
74. La Présidence a invité le secrétariat à fournir une introduction au présentateur de PNUE GRID-Arendal, M. Wouter Rommens.
75. M. Rommens a présenté « Renforcement de capacité régional et national pour le rapport sur l'état de l'environnement marin en utilisant l'approche de partage des experts ». Il a présenté une méthodologie basée sur le partage d'experts, essentiellement une méthodologie scientifique de consensus, qui est un processus qui synthétise des évaluations, des données et l'information existante, en même temps que le jugement subjectif des experts, à travers une large base d'évidences. M. Rommens a noté que la méthode a été appliquée avec succès dans une gamme des situations, et qu'elle a l'avantage d'être efficace et accessible ; elle utilise la connaissance des experts du milieu marin de la région ciblée, et peut incorporer la connaissance et l'information non conventionnelles. Il a ensuite observé qu'en l'absence d'ensembles de données d'indicateurs régionaux ou nationaux utiles, le processus de partage des experts sur l'environnement marin (SOME-EE) utilise la consultation de l'opinion des experts nationaux et régionaux pour mesurer l'état des écosystèmes marins et côtiers et des secteurs socio-économiques dépendants.
76. M. Rommens a fourni une vue d'ensemble de la méthodologie et des étapes pour l'identification des experts.
77. Mme. Marlen Perez de CAR CIMAB a demandé à M. Rommens au sujet de son expérience d'établir le groupe d'experts. M. Rommens a noté que les experts étaient habituellement des experts en matière de pays, tels que des chefs des laboratoires et

des établissements, ainsi que des professeurs des universités. Il a indiqué qu'il est important qu'il n'y ait aucun ordre du jour caché et que chacun puisse parler librement. Il a ajouté que les experts doivent être bien informés sur les domaines et les paramètres focaux techniques couverts pendant l'évaluation, et peut être nommé par les points de liaison de pays pour ajouter de la transparence.

78. Le délégué du Panama a fait une remarque sur le système de classification ou de notation. Elle s'est enquis de si cette méthodologie avait été réussie pour la prise de décisions, et sur l'efficacité des descriptions qualitatives.
79. M. Rommens a indiqué que si les données et l'information sont disponibles pour valider les jugements d'experts, le matériel doit être fourni à l'appui des descriptions qualitatives. Il a ajouté que si beaucoup de données et d'information sont disponibles, on aurait une grande confiance dans les résultats présentés.
80. M. Rommens a indiqué que l'expert devrait pouvoir fournir des réponses sur les paramètres étant évalués et il est le meilleur pour éviter la fabrication des conclusions si aucune opinion experte sur des paramètres ne peut être faite.
81. M. Coello, coordonnateur temporaire de projet du FEM CReW, a demandé si les gouvernements ont un rôle à jouer dans la recherche en cours. Il a également demandé s'il y avait des exemples où les paramètres évalués n'ont pas eu la confiance espérée à cause de données minimales ou absence de données disponibles, et si de telles évaluations ont pu influencer le processus décisionnel.
82. M. Rommens a indiqué que la méthodologie est relativement nouvelle, et la communication avec les décideurs politiques a besoin d'être développée car ceci est très important. Il a ajouté que s'il y a des paramètres où il y a peu de confiance en raison de soutenir très peu des données qualitatives ou quantitatives, alors ceux-ci ne seraient pas enregistrés. Le registre est fait lorsque les experts ont eu une plus grande confiance dans les données disponibles.
83. Le Président a alors invitée Mme Paulette Kolbusch du gouvernement de la Jamaïque à présenter le rapport du groupe de travail sur le suivi et l'évaluation de l'environnement à la réunion.
84. Mme Paulette Kolbusch, dans sa présentation, a donné une vue d'ensemble des activités du groupe de travail pendant l'exercice biennal 2013-2014. Elle a fourni l'information de contexte sur le rapport de l'état de la zone d'application de la convention (SOCAR), et a donné une vue d'ensemble des objectifs proposés par SOCAR. Mme. Kolbusch a procédé à discuter et passer en revue les résultats de l'aperçu sur des programmes et le partage des données de suivi de qualité de l'eau dans la région des Caraïbes.
85. Le délégué d'Antigua et Barbuda, a fait remarquer que si la sensibilité de données est un problème, peut-être que les pays seraient plus disposés à partager l'information présentée par tranches plutôt que de données individuelles ponctuelles. Il a ajouté que les pays peuvent également être plus disposés à partager l'information si elle est liée à la conformité des normes régionales et/ou internationales.
86. M. Corbin a noté qu'à ce stade toutes les recommandations sont bienvenues. Il a ajouté que sur les deux derniers exercices biennaux les paramètres minimums à inclure dans le rapport ont été considérés comme la meilleure manière de visualiser les données. Il a fait remarquer que le fait de pouvoir visualiser des données sur la qualité de l'eau de loisirs, selon la conformité aux normes, pourrait être utile, de même qu'employer d'autres indications visuelles de qualité. Il a ensuite indiqué que toutes les recommandations pouvant aider au développement ultérieur de SOCAR sont les bienvenues.
87. Le représentant de CARPHA a indiqué qu'ils avaient eu à faire à quelque chose de très similaire d'information insuffisante dans la région de CARICOM, spécifiquement en référence au fait de relier des conditions environnementales à des données épidémiologiques. Elle a en outre indiqué qu'ils voudraient établir un site Internet où les agences de différents pays pourraient entrer les données, seulement entre CARPHA et le pays propriétaire ayant la possibilité d'accéder aux données. Ceci informerait l'action de santé publique.
88. Le délégué de Trinité-et-Tobago a indiqué que du travail est toujours nécessaire pour peaufiner le profil de SOCAR en ce qui concerne les normes et la méthodologie.
89. Le délégué des Etats-Unis a remercié le gouvernement de la Jamaïque de guider le groupe de travail et a offert de présider le groupe de travail à l'avenir. Il a également noté que les USA ont été satisfaits avec le projet sommaire du SOCAR et a

approuvé le plan d'avoir le codage de couleur rouge, jaune, vert. Il a ajouté que pour la sensibilité de données, le rapport n'inclurait pas des valeurs mais pourrait employer des couleurs à la place.

90. M. Corbin a indiqué qu'une recommandation possible serait de travailler pour trouver une méthodologie appropriée pour SOCAR. Il a ajouté que le secrétariat pourrait être chargé de la responsabilité de préparer un dossier concernant différentes méthodologies utilisées dans l'élaboration de rapports régionaux dans d'autres programmes de mers régionales.
91. M. Debels a indiqué qu'en plus des indicateurs de l'état de l'environnement, il serait nécessaire d'inclure les indicateurs de procédés. Il a ajouté que très souvent des changements dans de tels indicateurs, tels qu'institutionnel, légal ou les modifications de politiques, sont les premières étapes requises pour améliorer l'état de l'environnement. Il a observé que les cinq approches modulaires pour de grands écosystèmes marins employés par NOAA et l'information se reflétant sur les impacts de la pollution sur la santé marine et de l'écosystème, pourraient rehausser SOCAR et générer un plus grand appui. Il a également noté qu'il existe l'index de Ocean Health qui est relié aux eaux propres dans un de ses en-têtes et qu'il serait bon de communiquer avec eux et de voir comment ils traitent le manque de données au moment d'élaborer leurs rapports. Il a en outre mentionné la nécessité de communiquer avec d'autres initiatives y relatives, et de voir comment le profil de l'ébauche SOCAR pourrait être amélioré, en tenant compte de ces autres initiatives.
92. Le délégué des Etats-Unis a prévenu qu'au moment de considérer d'autres efforts et méthodologies, il fallait veiller à prendre seulement ce qui est approprié et requis au titre du protocole.
93. Le délégué de Trinité-et-Tobago a observé cela en termes de couvrir le souci de la disponibilité limitée de données, la considération pourrait être donnée à l'obtention de données appropriées, générées par les navires de la marine ou de recherche dans la région des Caraïbes qui pourraient aider à réaliser un rapport plus complet.
94. Mme. Marlen Perez a indiqué qu'elle partageait l'avis du délégué des Etats-Unis. Elle a indiqué que SOCAR ne devrait pas être trop ambitieux et a recommandé que le format utilisé par le PNUE devrait être distribué au sein du groupe pour d'avantage de discussions sur ce qui pourrait être employé. Elle a également recommandé que le groupe de travail de suivi et d'évaluation continue à travailler pendant le prochain exercice biennal.

Point n°6 de l'ordre du jour: Programmes, projets et initiatives régionaux et globaux

(a) Partenariat global pour les océans de la Banque mondiale

95. Le président a invité le secrétariat à fournir le contexte de la présentation et à inviter le représentant de la Banque mondiale à faire la présentation sur le Partenariat mondial pour les océans.
96. M. Jostein Nygard a fourni une vue d'ensemble du GPO pour les océans de la Banque mondiale. Le besoin de partenariats a été discuté. Il a indiqué que les trois domaines principaux ciblés sont la pêche, la gestion de la pollution, et la restauration de l'habitat, afin de permettre la gestion intégrée améliorée de l'environnement marin. Il a indiqué que l'initiative vise à collaborer avec différents programmes, projets et agences, aux niveaux globaux et régionaux, et dans différentes régions. Il a noté que les priorités du GPO, comme il se relie à la pollution, sont les mêmes trois secteurs identifiés par PAM PNUE - eaux usées, déchets marins, et écoulements agricoles. Il a donné une vue d'ensemble des activités du composant de la pollution qui a inclus l'élaboration d'un rapport régional de gestion de la qualité de l'eau, d'un programme de gestion des déchets en plastique et d'un établissement d'un groupe de travail sur la pollution de GPO. Il a informé que le GPO a commencé par la région des Caraïbes, basé sur l'avis du PNUE. Il a noté qu'après la région des Caraïbes, ils se déplaceront aux régions africaines et de la mer de Chine au sud.
97. M. Nygard a ensuite informé que l'étude pour la région des Caraïbes propose d'inclure 7-9 pays, bien que le travail ait au début commencé par quatre (4) pays, Colombie, Costa Rica, Mexique et Jamaïque. Il a ajouté qu'ils projettent de continuer le travail avec les pays restants pour développer des rapports nationaux. Il a discuté les sources et les impacts principaux de pollution dans la région des Caraïbes, ainsi que les liens avec le protocole LBS. Il a également fourni une mise à jour de l'état de préparation des rapports nationaux sur la gestion de qualité de l'eau et du résumé des principaux résultats jusqu'ici. Marco Alcaraz et Kristen Magnussen de la Banque mondiale ont fourni le détail additionnel lié aux sources et aux impacts de pollution dans la région, de même que le choix des interventions rentables. La contribution du projet FEM CReW et d'autres rapports régionaux faits par le PEC PNUE ont été identifiés.

98. Dr. Villasol de CAR CIMAB a félicité le GPO pour son travail et a demandé s'ils pourraient avoir accès aux rapports. Il a noté la question de traiter les déchets des bateaux et s'est enquis s'il y a des plans pour développer des installations pour recevoir les déchets des bateaux.
99. M. Corbin a souligné les liens du GPO et les plans pour développer un rapport régional de gestion de qualité de l'eau avec le développement de SOCAR. Il a en outre mentionné, concernant les déchets des bateaux, qu'une carte interactive en ligne pour dépister des bateaux avait été développée en collaboration avec l'OMI et qu'elle est disponible sur le site Web du CAR REMPEITC, et dont l'accès peut aussi se faire par le site Web de PEC PNUE.

(b) Partenariats mondiaux PAM

100. La Présidence a alors invité M. Vincent Sweeney du PAM PNUE à faire son exposé.
101. M. Sweeney a fait un exposé sur les partenariats gérés par le programme d'action mondial pour la protection de l'environnement marin contre les activités terrestres (PAM), qui sont directement liés au travail réalisé dans le cadre du protocole LBS. Il a noté que l'objectif de la présentation était de mettre à jour le STAC 2 LBS sur le progrès accompli dans le développement de ces partenariats et expériences partagées, afin de catalyser des idées pour des recommandations et/ou des décisions par le 2^{ème} STAC LBS. Une partie des autres partenariats mondiaux où le PNUE a été impliqué, a été mentionnée ; mais la présentation s'est concentrée sur les trois partenariats les plus importants pour le travail du protocole LBS, à savoir les déchets marins, les éléments nutritifs, et les eaux usées.
102. La présentation a donné un aperçu des initiatives dans lesquelles le PAM et le secrétariat de la convention de Cartagena ont collaboré, y compris la communication sur les déchets marins, la révision du plan d'action régional pour les déchets marins, et le déclenchement d'une plateforme des Caraïbes pour le partenariat mondial pour la gestion d'éléments nutritifs (GPNM). Il a informé que le PAM a fourni l'appui financier et technique pour ces activités au secrétariat. M. Sweeney a également noté des activités en cours conduites par les PAM qui sont d'importance pour le protocole LBS ; ceux-ci incluent des projets de démonstration, le transfert de technologie, des études économiques d'évaluation sur les eaux usées et le développement d'une matrice des technologies de traitement des eaux usées dans le cadre de l'initiative mondiale sur les eaux usées (GWI).
103. Il a noté que l'approbation d'un PIF pour un nouveau projet de FEM sur la gestion de l'azote et le cycle de l'azote pour compléter le travail continu au PAM est en suspens. Un résumé des leçons apprises du travail des différents partenariats a été donné. Ceux-ci ont inclus en particulier que la participation des parties prenantes dans la conception, la mise en oeuvre et la gestion des partenariats a été essentielle à leur succès. Il a également noté que le PAM PNUE a identifié la nécessité d'empaqueter et communiquer des messages aux grands médias de manière plus efficace, de stimuler le discours scientifique, d'engager le public dans la discussion, et de publier son travail plus largement.
104. Pour conclure, M. Sweeney a fait observer que les conseils sont nécessaires sur la façon d'avancer pour soutenir la région des Caraïbes dans les secteurs mentionnés, spécifiquement dans la mise en oeuvre de son ordre du jour, pour traiter la pollution des déchets et des plastiques marins, la gestion des éléments nutritifs et les eaux usées. Il a demandé ce que d'autres activités peuvent être perçues comme priorités et a indiqué que le PAM est prêt et disponible à soutenir la région.
105. M. Corbin a exprimé sa reconnaissance pour l'appui continu du PAM. La référence a été faite de travailler à l'appui des 3 secteurs mentionnés. M. Corbin a fait bon accueil à la rétroaction des gouvernements et a suggéré que conformément au développement de la plateforme des Caraïbes sur les éléments nutritifs, le STAC puisse souhaiter considérer également le développement d'une plateforme sur les déchets marins dans les Caraïbes.

Point n°7 de l'ordre du jour: Projet du plan de travail et budget du sous programme AMEP pour l'exercice biennal 2015-2016

106. Le secrétariat a été alors invité par le président à présenter l'ébauche du Plan de travail et le budget AMEP pour l'exercice biennal 2015-2016 à l'appui des protocoles, au sujet de la pollution due à des sources et des activités terrestres (protocole LBS). L'officier de programme AMEP a présenté les projets et les activités proposés dans le programme, comme contenu dans le document UNEP (DEPI) /CAR WG.35/3. Il a déclaré que le plan de travail et le budget ont couvert des activités à développer sous le sous-programme d'évaluation et de gestion de la pollution environnementale (AMEP) du PEC avec l'appui de deux

CAR LBS (Centro de Ingeniería y Manejo Ambiental de Bahías y Costas-CIMAB, Cuba et institut des Affaires marines-IMA, Trinité-et-Tobago).

- 107.M. Corbin a souligné les priorités de programme pour l'exercice biennal comprenant : l'exécution et le développement d'un FEM CRew phase 2' ; lancement et mise en œuvre continue du projet de FEM IWEco ; appui à l'exécution des activités appropriées pour le projet de FEM CLME+ ; les efforts continus pour trouver du financement pour un suivi de projet à REPCar, comprenant la conception de la proposition de projet existante pour une nouvelle soumission ; procéder au développement du rapport de l'état de la zone d'application de la convention ; promouvoir davantage la ratification du protocole LBS et soutenir la mise en œuvre régionale du PAM, et, en particulier, les partenariats sur les déchets marins, les éléments nutritifs et les eaux usées par des projets-pilotes nationaux possibles.
108. Avant de décrire les projets spécifiques et les activités, M. Corbin a commencé en décrivant la nature de l'appui administratif et technique qui serait exigé du secrétariat pour assurer la mise en œuvre efficace du programme de travail. Ceci a inclus l'appui fourni par les finances et l'administration et le sous programme CETA dans les domaines tels que le voyage, la fourniture, la gestion de ressources humaines, la communication, augmenter la conscience, et l'appui de la technologie de l'information.
109. La description de nouveaux projets et activités en cours proposés, a été alors fournie dans les huit secteurs thématiques suivants : Projets financés par le Fonds pour l'environnement mondial, suivi et évaluation, gestion des eaux usées, gestion des bassins versants, gestion des déchets, programmes d'action nationaux, changement climatique et réponse au risque de catastrophe. Il a réitéré qu'il n'y avait aucun nouveau projet et activité spécifique de proposé dans le plan de travail, comme dans les domaines de gestion des bassins versants et des eaux usées, un appui dans ces domaines sera fourni par les projets financés par le FEM.
110. En conclusion, M. Corbin a fourni un résumé du budget global proposé, en soulignant le montant des fonds à demander au Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes, le niveau de financement déjà mobilisé et le financement encore nécessaire. Il a souligné que la plupart des fonds sont énumérés sans couverture et liés aux projets entiers en cours de développement, lesquels seront soumis au FEM pour sa considération ; des fonds supplémentaires sont toujours nécessaires pour d'autres projets et activités proposées, et invita l'appui des pays et des partenaires pour mobiliser le financement requis.
111. Le délégué du Costa Rica a soulevé qu'en ce qui concerne la présentation sur le budget, il n'était pas clair si le projet de REPCar de suivi qui a été noté pour l'inclusion dans le cycle GEF-6 était inclus au budget actuel, et a demandé s'il était validé par les pays.
112. M. Corbin a noté que des discussions informelles ont été tenues par le secrétariat avec d'autres collègues du PNUE et le secrétariat du FEM pendant l'exercice biennal et il a été indiqué qu'il serait mieux de soumettre toute proposition révisée ou nouvelle, pour un suivi à REPCAR, dans le nouveau cycle de GEF 6, qui vient juste de commencer. Il a indiqué que pendant le prochain exercice biennal, le secrétariat passerait en revue le PIF précédent, serait engagé dans les consultations avec des pays par leurs points de liaison du FEM, et avec les partenaires régionaux, pour développer un nouveau PIF, basé sur la rétroaction et des priorités de pays. Aucune affectation spécifique de budget n'a donc pas encore été faite, car ceci doit être développé.
113. Le délégué de la France a consulté sur les montants sans couverture dans le plan de travail et au budget et a demandé un éclaircissement quant aux projets qui sont actuellement financés et ceux qui sont encore sans financement. Elle a également demandé si le plan de travail serait reformulé au cours de la réunion.
114. M. Corbin a noté que le budget reflète les fonds qui sont confirmés ou déjà reçus par le secrétariat. Le montant élevé sans couverture est lié principalement au projet sans couverture de FEM IWEco qui n'a pas été encore approuvé et qui s'élève à un total de USD 6.000.000. Assujettis à l'approbation, les fonds exigés pour mettre en œuvre d'autres projets et activités sans financement sont de l'ordre de USD 300.000. Ceux-ci incluent des fonds pour, entre autres, le développement de SOCAR et son financement devra encore être trouvé. En ce qui concerne la révision du plan de travail, alors que cela ne serait pas fait au cours de la réunion, le secrétariat fait bon accueil à tous les rétroactions/commentaires additionnels pour permettre davantage d'amélioration du plan de travail et du budget. Le secrétariat a suggéré que des parties soumettent la rétroaction additionnelle au plus tard au 30 juillet, afin d'être incorporées par le secrétariat, d'être renvoyées aux parties pour leur approbation et puis de le soumettre à la 2^{ème} CdP LBS pour approbation.

115. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a noté que le plan de Travail manquait d'activités pour traiter les sources diffuses de pollution issue de l'agriculture.
116. Le délégué du Grenada a noté qu'il n'y avait aucune activité concernant la recherche LBS dans le plan de travail.
117. M. Sweeney a suggéré le texte pour une recommandation possible qui a été acceptée et sera reflété dans les recommandations de la réunion.
118. Les gouvernements du Nicaragua, de la Colombie, de la Jamaïque, du Guatemala, du Honduras et du Costa Rica ont indiqué qu'ils étaient en cours de ratifier le protocole LBS, et ont souligné le processus significatif qui avait lieu dans leurs pays respectifs vers la ratification.
119. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a indiqué que le ministère de l'agriculture des Etats-Unis (l'USDA) et NOAA développent un MOU qui permettra aux deux agences de fonctionner avec des pays dans la région, pour soutenir des projets et activités, traitant la gestion d'éléments nutritifs, en particulier. Le délégué a également proposé de considérer la tenue de la CdP LBS et du STAC LBS en différentes années, afin d'accorder plus de temps pour des amendements au plan de Travail et au Budget avant la soumission à la CdP.
120. Le secrétariat a remercié les USA et a noté l'importance d'avoir assez de temps pour les délégués de fournir des apports au projet de plan de travail et au budget. Cependant, le secrétariat a aussi noté la difficulté d'avoir une réunion de STAC la première année d'un exercice biennal où elle pourrait rapporter seulement moins d'un an de mise en œuvre. En outre, la synchronisation existante des réunions avait été faite pour s'assurer que toutes les réunions intergouvernementales soient tenues l'année avant que le nouvel exercice biennal ait commencé. Le délégué des USA a clarifié que ceci pouvait s'avérer être un problème lorsque le SOCAR sera développé et qu'il serait nécessaire d'avoir du temps équilibré pour le passer en revue, avant la soumission à la CdP, et il a été convenu qu'un mécanisme devra être développé pour résoudre ceci à l'avenir.
121. Le délégué des Etats-Unis, M. Steve Morrison, a recommandé la suite du groupe de travail sur le suivi et l'évaluation. Il a noté que la limite pour que la Jamaïque préside le groupe de travail se termine au cours de cette réunion de STAC et a indiqué que les Etats-Unis seraient disposés à présider ce groupe en attente de l'approbation interne. Il a proposé que le groupe travaille pour accomplir le profil de SOCAR, y compris les valeurs d'évaluation. Il a également suggéré que le secrétariat explore des occasions rentables d'avoir une réunion du groupe de travail en présentiel, si possible avec d'autres réunions prévues au cours des mois à venir, comme pour le projet de GEF IWECO. Ceci permettrait une révision finale de SOCAR pour qu'il soit présenté à la prochaine CdP LBS.
122. Le délégué d'Antigua et Barbuda a exprimé l'intérêt de son pays de contribuer au sondage de suivi et au groupe de travail.
123. Le délégué des Trinité-et-Tobago a mentionné qu'il était nécessaire de rechercher des activités et l'assistance technique pour appuyer la solution des sites contaminés par les hydrocarbures, y compris les marais, et comment gérer les déchets huileux collectés. Il a ajouté que Trinité-et-Tobago ne connaît aucune expérience dans les Caraïbes pour traiter ceci.
124. Le délégué du Guatemala a noté que tandis qu'ils avaient développé un plan national d'urgence contre les déversements d'hydrocarbures, ils étaient intéressés par l'utilisation des dispersants pour contrôler les déversements d'hydrocarbures et l'importance de pouvoir recevoir des conseils techniques sur cette question, car à leur connaissance, l'utilisation des dispersants n'avait pas été approuvée dans d'autres pays centraméricains.
125. Le délégué de Guyane s'enquis quant à l'étendue des données disponibles sur la charge des éléments nutritifs dans les décharges d'eaux usées dans la région, et a ensuite recommandé de considérer l'inclusion d'une évaluation de la charge nutritive des écoulements agricoles dans le plan de travail.
126. Le secrétariat a suggéré une collaboration plus étroite entre les CAR de LBS et déversements d'hydrocarbures, basé sur les commentaires concernant les soucis sur la gestion et le suivi des déversements d'hydrocarbures et que les secteurs identifiés par des délégués soient portés à la connaissance des CAR des déversements d'hydrocarbures pour un appui possible.
127. Le délégué d'Antigua et Barbuda a noté que la pollution des bateaux est un problème sérieux qui doit être considéré avec la question de la pollution atmosphérique.

128. Le gouvernement du Nicaragua a proposé une étude sur l'utilisation des bio-solides dans l'industrie agricole. Elle a noté que le Nicaragua prépare actuellement une norme sur l'utilisation des bio-solides, en tant qu'engrais organiques, et a demandé si le secrétariat ou d'autres pays avait des lois sur l'utilisation des bio-solides dans l'agriculture qui pourrait être partagée.
129. Le délégué de Belize, concernant le PAM, a exprimé qu'ils voudraient être considérés pour n'importe quel appui financier et technique disponible qui permettrait une mise à jour de leur PAN qui a été développé en 2008 pour refléter de nouvelles priorités.

Point n°8 de l'ordre du jour : Autres questions:

130. Le président a invité le gouvernement du Nicaragua à faire leur présentation.
131. Le représentant du gouvernement du Nicaragua a présenté les résultats et les accomplissements du projet FEM REPCar. Elle a noté la réduction significative dans les coûts de production agricole et l'épargne globale, en raison de l'utilisation des pesticides et des engrais normaux, au lieu des produits chimiques. Elle a noté que les stratégies utilisées sous le projet sont répliquées dans d'autres secteurs et a exprimé leur reconnaissance envers le PNUE et le chef de projet, Alexandre Cooman.
132. Le président a invité le gouvernement du Panama à faire leur présentation.
133. Le gouvernement du Panama a présenté une vue d'ensemble des questions environnementales au Panama et les projets concernant l'environnement. L'effet des usines hydroélectriques sur l'eutrophication a été discuté, y compris un projet/étude impliquant des indicateurs biologiques.
134. Le président a invité le représentant de CARPHA à faire sa présentation.
135. Mme. Alexandra DuBoulay a présenté une vue d'ensemble de CARPHA. Elle a discuté les projets entrepris par CARPHA et les occasions identifiées de soutenir le travail du protocole LBS.

Point n°9 de l'ordre du jour : Adoption des recommandations de la réunion et du rapport de la réunion.

136. Le rapporteur de la réunion présenta le projet de recommandations à la réunion. Les recommandations ont été passées en revue, discutées et modifiées au cours de la réunion. Les recommandations mises à jour seront envoyées aux délégués pour l'approbation finale.
137. Le projet de rapport de la réunion a été passé en revue et des amendements et des corrections ont été incorporées au projet de rapport, par le secrétariat, comme indiqué par les participants. Les participants ont été priés d'envoyer tous autres apports/amendements au secrétariat dans un délai de deux (2) semaines, dès la réception de la version mise à jour. La réunion a approuvé le rapport avec les modifications faites.

Point n°10 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion

138. Le président a remercié toutes les parties contractantes, les parties non contractantes, et les représentants de divers organismes de leur participation à la réunion. Il a invité M. Nelson Andrade à apporter les observations finales.
139. M. Andrade a indiqué dans ses mots de clôture que c'était une excellente réunion. Il a exprimé sa reconnaissance pour la participation des représentants de l'OPS, de CARPHA et PAM PNUE. M. Andrade a réfléchi sur la signature du protocole LBS en 1999 à Aruba, et a noté son entrée en vigueur en 2010. Il a précisé que le rythme de la ratification est lent parce que les pays le prennent très au sérieux et ajouta qu'il était bon de voir des gouvernements exprimer leur engagement de ratifier le protocole LBS. Il souligna l'importance du protocole pour améliorer des conditions de vie et pour protéger l'environnement marin et côtier.
140. Il a remercié M. Corbin et son équipe pour leur attachement au travail du PEC PNUE et aux CAR LBS pour leur collaboration. Il a également remercié l'équipe d'interprétation, le président pour son engagement et sa volonté et le rapporteur pour ses apports à la réunion.
141. Il a exprimé sa reconnaissance au Vice-Ministre du Nicaragua pour l'aide apportée aux démarches de la semaine.

142. M. Andrade a indiqué à la réunion qu'il se retirera du PNUJ en février 2015. Il ajouta que le PNUJ célébrera les 30 ans de la Convention de Cartagena et exprima sa satisfaction d'un travail bien fait.
143. Les délégués des gouvernements des Bahamas, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Panama et États-Unis ont manifesté leur reconnaissance au vice ministre du Nicaragua et leur reconnaissance et gratitude à M. Nelson Andrade pour son excellent travail pendant toutes ces années.
144. Les représentants de CAR CIMAB, PAM PNUJ et du projet de FEM CLME ont également exprimé leur reconnaissance au vice ministre du Nicaragua et ont exprimé la gratitude, les meilleurs vœux, et les félicitations à M. Andrade pour sa prochaine retraite et pour sa contribution au PNUJ et à la région.
145. Le président a invité le vice ministre à apporter les observations finales.
146. Dans ses mots de clôture, le vice ministre exprima sa reconnaissance pour l'occasion qui lui a été donnée d'accueillir la réunion au Nicaragua, il a remercié le PNUJ de cette opportunité et aux participants d'avoir accepté l'invitation d'assister à la réunion au Nicaragua. Il a reconnu le défi de se réconcilier avec la Terre et la Biodiversité. Il a exprimé l'engagement de s'éloigner d'un modèle destructif vers un modèle constructif et a ajouté que les gouvernements devraient travailler ensemble pour changer la manière dont la terre est traitée. Le vice ministre a signalé que les personnes de la région ont le droit de bien vivre et sans risques, et d'avoir l'éducation qui les aidera à regagner les principes des peuples autochtones et africains, de conserver l'environnement. Il a invité tous les participants à revenir au Nicaragua avec leurs familles, puis il a déclaré la séance levée.
147. La réunion a été close à 12h50.

Annexe I : **Ordre du jour**

1. Ouverture de la réunion
2. Élection des officiers
3. Organisation de la réunion
 - a) Règlement intérieur
 - b) Organisation du travail
4. Adoption de l'ordre du jour
5. Examen des activités du programme d'AMEP pour la période biennale 2013-2014
6. Programmes régionaux et globaux, projets et initiatives
7. Projet du plan de travail et budget du sous programme AMEP pour l'exercice biennal 2015-2016
8. Autres questions
9. Adoption des recommandations de la réunion
10. Clôture de la réunion

Annexe II : Recommandations de la Réunion

La Réunion:

Ayant été tenue la deuxième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes, Managua, du 10 au 13 juin 2014;

Ayant fait référence à la première réunion du STAC LBS, tenue à Oranjestad, Aruba en juin 2012 ;

Recommande à la deuxième Réunion des Parties contractantes au protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres dans la région des Caraïbes (CdP LBS) que :

Recommandation I

PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET

1. Les parties contractantes soumettent des commentaires additionnels sur l'ébauche de Plan de travail et le budget pour l'exercice biennal 2015-2016, pour le 30 juillet, afin de permettre la mise à jour et d'être préparée pour l'approbation et la soumission à la 2ème CdP LBS, en vue de son adoption, et la quinzième réunion intergouvernementale sur le plan d'action pour le Programme pour l'environnement des Caraïbes et douzième réunion des parties contractantes à la Convention de Cartagena pour information.
2. Le secrétariat continue des efforts, en collaboration avec des gouvernements intéressés et des partenaires, afin de développer une proposition de suivi à GEF REPCar à soumettre au FEM.
3. Le secrétariat, en collaboration avec les agences régionales et internationales, explore des opportunités de mettre en oeuvre les activités qui soutiennent l'exécution de l'article 5 sur la pollution des bateaux et l'article 9 sur la pollution aéroportée, du protocole LBS. Elles devraient inclure des activités pour le pré traitement des effluents industriels selon l'annexe III du protocole LBS.
4. Le secrétariat, en collaboration avec les CAR LBS et déversement d'hydrocarbures facilite l'appui technique aux pays dans le domaine de la pollution pétrolière, y compris l'utilisation de dispersants et la réhabilitation des zones contaminées par les hydrocarbures.
5. Le secrétariat explore les opportunités d'avoir des réunions conjointes des experts techniques des protocoles SPAW et LBS, y compris la considération d'un STAC LBS/SPAW conjoint à l'avenir.
6. Le secrétariat explore des mécanismes pour fournir l'information concernant le développement de futurs projets de plans de travail et de budgets et le SOCAR, avant le STAC, pour permettre des apports appropriés par les parties contractantes dans le développement du plan de travail et du budget.
7. Le secrétariat inclue les activités dans le plan de travail et le budget pour 2015-2016 ciblées sur la gestion des sources diffuses de pollution marine.

Recommandation II

Suivi et évaluation de l'environnement

1. Le secrétariat, en commun avec le CAR/LBS, continue de renforcer des capacités à l'utilisation d'outils pour la prise de décision, et de les utiliser afin d'apporter une valeur ajoutée aux résultats des données existantes de suivi de l'environnement, produits par des projets et des activités AMEP.
2. Le groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation continue son travail intersession, avant la réunion de la CdP2 en novembre 2014 et au-delà, selon les besoins.
3. Le groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation continue sous la présidence des Etats-Unis pour la période amenant à la réunion de CdP2, étant donné que le terme de la présidence actuelle se termine après la réunion STAC 2.
4. L'actuel groupe de travail intérimaire achève le rapport proposé sur l'état de la zone d'application de la convention (SOCAR) pour: (1) proposer et convenir sur les valeurs de données des gammes d'évaluation, basées sur des informations fournies au cours des discussions précédentes ; et (2) présenter ce rapport à la 2ème CdP LBS.
5. Le secrétariat continue d'explorer des opportunités de soutenir la mise en oeuvre du protocole LBS et le développement du SOCAR par la participation aux discussions concernant l'atlas marin des Caraïbes (CMA2), le composant 5 de CLME+, l'évaluation mondiale des océans et d'autres initiatives y relatives.
6. Le secrétariat prépare un bref dossier montrant les liens et les synergies potentielles avec ces autres initiatives à présenter avec le profil de SOCAR pour soumettre à la considération à la 2ème CdP LBS.
7. Le secrétariat prépare et soumette des apports et des méthodologies additionnelles au groupe de travail, qui pourraient être considérés pour améliorer l'actuel profil de SOCAR et son développement ultérieur.

Recommandation III

Projets du FEM

1. Le secrétariat continue à participer au développement de la proposition de projet de GEF CLME+ donnant une particulière attention à l'intégration progressive des questions de pollution et d'habitat/biodiversité et l'exploration des moyens pour la collaboration avec, et à la participation du Brésil, dans les actions menant à la réduction de la pollution LBS dans la zone d'application de la convention.
2. Le secrétariat participe au processus de développement du projet du FEM du récif mésoaméricain, en apportant en particulier aux activités proposées pour la gestion des déversements de sources diffuses.

Recommandation IV

Programme d'action mondial

1. Le secrétariat mobilise des fonds pour soutenir une évaluation des chargements nutritifs en mer des Caraïbes, afin de donner la priorité à de futures interventions, par rapport à la réduction de la charge de pollution, et afin de guider de futures activités de la plateforme des Caraïbes pour la gestion d'éléments nutritifs.
2. Le secrétariat et les parties contractantes renforcent la collaboration avec le GPNM, afin d'améliorer la gestion globale des éléments nutritifs.
3. Le secrétariat collabore avec le PAM et le GPNM pour tester des approches et des technologies innovatrices et améliorer la gestion des éléments nutritifs comprenant le suivi, le rétablissement nutritif et l'efficacité dans l'utilisation des éléments nutritifs.

4. Le secrétariat continue à assurer la coopération étroite entre le projet FEM CReW et à l'avenir l'initiative globale pour les eaux usées, avec le développement d'activités communes concrètes dans des zones prioritaires.
5. Le secrétariat explore les possibilités d'établir un noyau des Caraïbes pour le Partenariat mondial sur les déchets marins, pour aider à la mise en oeuvre du plan d'action régional révisé sur les déchets marins.
6. Le secrétariat, en collaboration avec le PAM, explore des opportunités pour soutenir la revue et la mise à jour des programmes nationaux d'action développés par les parties contractantes au LBS.

Recommandation V

Partenariat global pour les océans

1. Le secrétariat continue la collaboration avec GPO de la Banque mondiale, en vue d'établir des liens avec le développement du SOCAR, et en fournissant l'information appropriée sur des études précédentes sur l'état de l'environnement marin des Caraïbes et en particulier des informations concernant les impacts de la pollution.
2. Le secrétariat facilite le partage des résultats et des méthodologies employées pour développer le rapport régional d'évaluation de qualité de l'eau sous le GPO, avec toutes les parties contractantes.

Recommandation VI

1. Demander aux parties contractantes au protocole LBS que les membres du STAC aient la compétence et la continuité pour assurer la contribution efficace au développement des activités entreprises par le STAC.

Annexe III : Liste des documents :

Documents de travail

UNEP (DEPI) /CAR WG. 35/1	Ordre du jour provisoire
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/2	Ordre du jour provisoire annoté
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/3	Projet de plan de travail et de budget du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale (AMEP) pour 2015-2016
UNEP(DEPI)/CAR WG.35/4	Rapport de la Deuxième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes

Documents d'Information

UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.1	Liste provisoire de documents
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.2	Liste des participants (en anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/inf.3/Rev 1	État des activités du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale (AMEP) pour 2013-2014
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.4/Rev 1	Rapport des activités du Centre d'activité régional LBS IMA (Trinité-et-Tobago) et Cimab (Cuba) pour 2013-2014
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.5	Rapport du groupe de travail sur le suivi et l'évaluation de l'environnement
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.6	Etat de la ratification au protocole LBS (l'anglais seulement) UNEP (DEPI) /CAR.33/INF.7rapport technique 61 du PEC Orientation des Programmes nationaux d'action dans les Caraïbes - (résumé)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.7	Rapport de la réunion de la plateforme du Partenariat global pour la gestion d'éléments nutritifs (GPNM) des Caraïbes, port de l'Espagne, Trinité-et-Tabago, 7 - 9 mai 2013. (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.8	Rapport de la conférence globale d'océans du PNUE GPA (GLOC), Montego Bay, Jamaïque, octobre 2013.
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.9	Rapport d'atelier Revue d'atlas marin des Caraïbes et réunion de planification, Miami, Etats-Unis, 10-13 décembre 2013. (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.10	Rapport final du projet sur l'adaptation au changement de climat et réduction du risque au catastrophes financé par l'UE-Jamaïque (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.11	La proposition de projet financé par le FEM sur la gestion intégrée des terres, des eaux, et des écosystèmes dans PEID des Caraïbes (GEF IWeco) (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.12	Formulaire d'identification de projet (PIF) - CLME+ : Catalysant la mise en oeuvre du programme d'action stratégique pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagées dans les écosystèmes marins des Caraïbes et du nord du Brésil (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.13	Le projet de rapport du 3 ^{ème} Comité directeur du projet GEFCReW, Castries, Saint Lucia, 28 au 30 janvier 2013. (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.14	Le rapport final de l'atelier régional FEM CReW « protocole LBS : les difficultés et les défis dans les pays participant au Projet FEM CReW- Pays hispanophones, La Havane, Cuba, 10 au 11 décembre 2013(anglais et espagnol)

UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.15	Rapport d'évaluation des pays choisis en ce qui concerne le protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (protocole LBS) - pays anglophones. (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.16	Rapport technique 59 du PEC: Études de cas, leçons apprises, et recommandations dans le développement, la mise en oeuvre et la gestion des projets de FEM (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.17	Partenariat global sur la gestion des éléments nutritifs en vue de faire face aux défis des éléments nutritifs (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.18	Évaluation de mi-parcours du projet financé par le FEM « Essai d'un prototype de Fonds régional des Caraïbes pour la gestion d'eaux usées » (GEF CReW) (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.19	Mise à jour du plan d'action régional sur la gestion des déchets marins (RAPMaLi) pour la région des Caraïbes - projet (anglais seulement)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.20	Rapport sur l'état d'avancement de 2013 - le projet financé par le FEM « Essai d'un prototype de Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées » (GEF CReW) (anglais seulement)
UNEP (DEPI)/CAR WG.33/4	Rapport de la Première réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (LBS), Oranjestad, Aruba, du 4 au 8 Juin 2012
UNEP (DEPI) /CAR WG.33/3/Rev	Projet de plan de travail et de budget du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale (AMEP) pour 2013-2014
UNEP(DEPI)/CAR IG.33/5	Rapport de la quinzième réunion intergouvernementale (IG) sur le Plan d'Action du Programme pour l'Environnement des Caraïbes et la douzième Réunion des Parties contractantes (CDP) à la Convention pour la Protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes, Punta Cana, en République Dominicaine, du 25 au 28 octobre 2012.
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF21	Rapport de la Première réunion des parties contractantes (CdP) au protocole relatif à la pollution due à des sources et des activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes (Punta Cana, République Dominicaine, 24 octobre 2012)
UNEP (DEPI) /CAR WG.35/INF.22	Dossier: Renforcement des données environnementales et cadres d'information pour soutenir la prise de décision sur l'environnement et le développement durable dans les PEID des Caraïbes (anglais seulement)

Documents de référence

UNEP, 2013	Annuaire des points de liaison du Programme pour l'Environnement des Caraïbes, (anglais seulement)
UNEP, 2012	Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes, Protocole relatif à la coopération dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées et le Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres
UNEP, 1999	Acte final de la Conférence des plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres dans la région des Caraïbes.
UNEP, 2010	Règlement intérieur pour les Réunions de la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena)
UNEP, 2010	Règlement financier pour la Convention de Cartagena, son Programme pour l'environnement des Caraïbes et Termes de référence du Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes.

UNEP, 2010	Lignes directrices pour l'établissement et le fonctionnement des Centres d'activités régionaux et réseaux d'activité régionaux de la Convention de Cartagena.
UNEP, 2008	Déchets marins dans la région des Caraïbes : Une vue d'ensemble et plan d'action régional (anglais seulement)
UNEP/NOAA 2012	La stratégie de Honolulu : Un cadre global pour la prévention et la gestion des débris marins (l'anglais seulement)
UNEP/UNITAR, 2013	Directives pour des stratégies nationales de gestion des déchets : Se déplacer des défis aux opportunités
UNEP (DEPI) / CAR WG. 33/INF.6	Rapport technique 52 de PEC Charges de polluants domestiques et industriels et écoulement dans les bassins dans la région des Caraïbes (Rapport technique No. 33 mis à jour.)
UNEP (DEPI) /CAR WG.33/INF.5/Rev 1	Rapport du groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation de l'environnement
UNEP, 2013	Matrice du rapport d'indicateurs - révision des indicateurs écosystémique et les indices sur l'état des mers régionales - rapport préliminaire (l'anglais seulement)
UNEP, 2013	Directions stratégiques des mers régionales 2013-2016 (anglais seulement)
GAHP, 2014	Pollution – la plus grande cause de de la mort dans le monde en voie de développement

Annexe IV : Liste des participants

Parties contractantes ⁴				
	Participant	Pays	Titre	Site Web/'email/ téléphone/fax
1.	Linroy Christian	Antigua et Barbuda	Directeur de laboratoire Ministère d'agriculture, de terres, de logement et de l'environnement Division de pêche St. John's	Téléphone : +268-764-7267 E-mail: linroyc@gmail.com
2.	Maurice Isaacs	Bahamas	Ministry of Agriculture and Marine Resources Levy Building East Bay Street, P.O. Box N-3028 Nassau, The Bahamas	Tel: 1-242-457-1929 Fax: 1-242-325-3960 E-mail: zacks1957@gmail.com
3.	Maxine Monsanto	Belize	Senior Environmental Officer Department of Environment Ministry of Natural Resources and the Environment 10/12 Ambergis Ave., Belmopan City, Cayo District	Tel: (+501)822-2819 Fax: (+501)822-2860 E-mails: doe.seo@ffsd.gov.bz
4.	Miguel Espinosa	Dominican Republic	Encargado Departamental Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales Ave. Cayetano Germosen esq. Ave. Luperon, El Pedregal, Santo Domingo	Tel: +809-567-4300 ext 6230/7221 E-mail: miguel.espinosa@ambiente.gob.do
5.	Lea Gerard	France	Chargée de mission "pollutions telluriques et substances" Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie DGALN/DEB/LM1 Arche Sud, 92055 La Défense Cedex" Paris, France	Tel : 00-33 (0) 1 40 81 33 82 E-mail : lea.gerard@developpement-durable.gouv.fr

6.	Gordon Paterson	Grenada	Senior Forestry Officer Forestry Department Ministry of Agriculture, Lands, Forestry and Fisheries Ministerial Complex Queen's Park, St. Georges	Tel: 473-440-2934 Fax: 473-440-4191 E-mail: massaiman2004@yahoo.com
7.	Geeta Singh Ubaldo Espinosa	Guyana	Director, Environmental Management Permitting Division Environmental Protection Agency Ganges Street, Sophia, Georgetown	Tel: 592-640-1360 /225-0506/2062/1218/6028 Fax: 592-225-5481 E-mail: g.singh.epa@gmail.com
8.	Arelys Fuentes Castillo	Panama	Laboratorista de Calidad Ambiental Autoridad Nacional del Ambiente Edificio 804, Albrook , Panamá	Tel: +507-500-0909 E-mail: afuentes@anam.gob.pa
9.	Aydee Cornejo de Mendez	Panama	Jefa del Departamento de Investigación en Entomología Médica Instituto Conmemorativo gorgas e estudios de la salud Entre Justo Arosemena y calle 35	Tel: +507-527-4894 E-mail: acornejo@gorgas.gob.pa , aycornejo@gmail.com
10.	Lavina Alexander	Saint Lucia	Sustainable Development and Environment Officer Ministry of Sustainable Development, Energy, Science and Technology Sustainable Development and Environment Div. Caribbean Cinemas Complex Choc Estate, Castries	Tel: +758- 451-8746 Fax: +758- 450-1904 E-mail: lalexander@sde.gov.lc
11.	Darryl Banjoo	Trinidad & Tobago	Principal Researcher Officer Institute of Marine Affairs Hill top Lane Chaguaramas P.O. Box 3160, Carenage, Port of Spain	Tel: 868-634-4291 Fax: +868-634-4433 E-mail: dbanjoo@ima.gov.tt
12.	Clement Lewsey	USA	Director, International Program Office NOAA Ocean Service 1315 East-West HwyN/IP Silver Spring, MD 20910	Tel: +301-713-3078 Fax: +301-731-4263 Email: clement.lewsey@noaa.gov
13.	Steve Morrison	USA	International Affairs Specialist NOAA Ocean Science 1315 East-West HwyN/IP Silver Spring, MD 20910	Tel: +301-713-3078 Fax: +301-731-4263 E-mail: steve.morrison@noaa.gov

GEF CRew PARTICIPATING COUNTRIES (NON-CONTRACTING PARTIES)				
14.	Vivian González Jiménez	Costa Rica	Asesora Técnica Viceministerio de Aguas y Mares Ministerio de Ambiente y Energía Casa Contigua a la asociación China Calle 25, avenida 8 y 10, San José	Tel: +506-2233-4533 ext 1231 Fax: +506-2256-1951 E-mail: vgonzalez@da.go.cr
15.	Cynthia Córdoba Serrano	Costa Rica	Asesora Técnica Viceministerio de Aguas y Mares Ministerio de Ambiente y Energía Casa Contigua a la asociación China Calle 25, avenida 8 y 10 San José	Tel: +506-7102-2003 Fax: +506-2221-7516 E-mail: ccordoba@minae.go.cr / mccs21@hotmail.com
16.	Luisa Fernández Luján	Guatemala	Subcoordinadora Unidad del CBM/SAM Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales 20 calle 28-58 zona 10, Edificio MARN, Guatemala City	Tel: +502-2423-0500; extensión 2704 Fax: +502-2423-0500; extensión 2728 E-mail: lmfernandez@marn.gob.gt
17.	Marnie Portillo Rodríguez	Honduras	Asistente de la Dirección General de Biodiversidad Secretaria de Energía, Recursos Naturales, Ambiente y Minas Edificio Principal: Despacho de Energía, Recursos Naturales, Ambiente y Minas, 100 metros al Sur del Estadio Nacional, Apartado Postal 1389,4710, Tegucigalpa, M.D.C., Honduras, C.A.	Tel: +504-2239-8161 Fax: +504-2231-8161 E-mail: maxiporo@gmail.com
18.	Paulette Kolbusch	Jamaica	Senior Manager National Environment Planning Agency 10 Caledonia Avenue Kingston 5	Tel: 876-754-7540 Fax: 876-754-7594 E-mail: pkolbusch@nepa.gov.jm

NON-CONTRACTING PARTIES				
19.	Evelyn Moreno Nieto	Colombia	Profesional Especializado Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible Calle 37 N 8-40 Bogotá, Colombia	Tel: 571-3332-3400 ext 2475 E-mail: evmoreno@minambiente.gov.co
20.	Roberto Araquistáin	Nicaragua	Viceministro Ministerio del Ambiente y Recursos Naturales Apdo 5123, Km 12 ½ Carretera Norte, Managua	Tel: 505-2233-1916/4432 E-mail: titorac@yahoo.com
21.	Hilda Espinoza	Nicaragua	Directora General de Calidad Ambiental Ministerio del Ambiente y Recursos Naturales Apdo 5123, Km 12 ½ Carretera Norte, Managua	Tel: 505-2233-1916/4432 E-mail: hespinoza@marena.gob.ni
22.	Claudius Carty	St. Maarten	Section Head Maritime Affairs Shipping and Maritime Affairs Airport Road #69, Simpson Bay	Tel: +721-542-2702 Fax: +721-542-2701 E-mail: claudius.carty@sintmaartengov.org

RESOURCE PERSONS/OBSERVERS			
	Participant	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
23.	Alfredo Coello	Acting Project Coordinator Caribbean Regional Fund for Wastewater Management 40-46 Knutsford Boulevard, 6th Floor, Kingston 10	Tel: +876- 764-1055 Email: acoello@iadb.org Website: www.gefcrew.org
24.	Vincent Sweeney	Coordinator, Global Programme of Action for the Protection of the Marine Environment from Land Based Activities (GPA) Division of Environmental Policy Implementation (DEPI) United Nations Environment Programme P.O. Box 30552 (00100), Nairobi, Kenya	Tel. +254-(20)-762-5722 Direct Cell +254-706-110-122 Fax +254-(20)-762-4249 Email: vincent.sweeney@unep.org Website: www.gpa.unep.org
25.	Patrick Debels	Regional Project Coordinator CLME Project Coordination Unit Unidad de Coordinación del Proyecto CLMECartagena, Colombia	Tel: +57 5 664 0914 Fax: +57 5 664 8882 E-mail: PatrickD@unops.org
26.	Alexandra DuBoulay	Laboratory Manager Environmental Health and Sustainable Development Department Caribbean Public Health Agency (CARPHA) PO Box 1111, The Morne, Castries, St. Lucia	Tel: (758) 452-2501; Fax (758) 453-2721 E-mail: duboulal@carpha.org Website: www.carpha.org
27.	Maria Porta	World Wildlife Fund 15 avenida 13-45 Zona 10 Colonia Oakland, Ciudad de Guatemala, Guatemala	Tel: +502-2366-5856 ext 105 Fax: +502-2366-5856 ext 121 E-mail: mporta@wwfca.org
28.	Kris McElwee	Economic Officer US Embassy Managua Km 5.5, Carretera Sur, Managua, Nicaragua	Tel: +505-2252-7107 ext 7619 E-mail: mcelweekr@state.gov
29.	JosteinNygard	Team Task Leader Global Partnership for Oceans World Bank	E-mail: jnygard@worldbank.org
30.	Marco Alcaraz	Consultant Global Partnership for Oceans World Bank	E-mail: malcaraz@worldbank.org
31.	Sally Edwards	Advisor Sustainable Development and Environmental Health Pan American Health Organization Office for Barbados and the Eastern Caribbean Countries	Tel: +1 246 434 5200 ext 40033 Fax: +1 246 436 9779 E-mail: edwardss@ecc.paho.org

REGIONAL ACTIVITY CENTERS			
	Participant	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
32.	Beverly Foster- Hinds	Chief Information Officer Institute of Marine Affairs Hilltop Lane Chaguaramas, Trinidad and Tobago	Tel: (868) 634-4291 Fax: (868) 634-4433 E-mail: bfoster@ima.gov.tt Website: www.ima.gov.tt
33.	Antonio Villasol	Director Centro de Ingeniería y Manejo de Bahías y Costas (CIMAB) Carretera del Cristo N.3, esquina a Tiscornia, Casablanca, Regla Ciudad de la Habana, CP 17029 Habana 1170, Cuba	Tel: +537- 793-7387 Cell: 535-284-0820 E-mail: avillasol@cimab.transnet.cu / avillasol@gmail.com
34.	Marlen Perez	Especialista Centro de Ingeniería y Manejo de Bahías y Costas (CIMAB) Carretera del Cristo N.3, esquina a Tiscornia, Casablanca, Regla Ciudad de la Habana, CP 17029 Habana 1170, Cuba	Tel: +537- 793-7387 Fax: +537-793-7408 E-mail: marlen@cimab.transnet.cu ./ mp420ale@gmail.com

**SECRETARIAT
UNEP CAR/RCU
14-20 Port Royal Street
Kingston, Jamaica
Tel: +876-922-9267
Fax: +876-922-9292
E-mail: rcu@cep.unep.org / amep@cep.unep.org**

35.	Nelson Andrade Colmenares	Coordinator	nac@cep.unep.org
36.	Christopher Corbin	Programme Officer (AMEP)	cic@cep.unep.org
37.	Sanya Wedemier-Graham	Programme Assistant (AMEP)	sw@cep.unep.org
38.	Donna Henry-Hernandez	Administrative Assistant (GEF CReW Project)	dhh@cep.unep.org
39.	Sancha Foreman	Secretary to the Administrative/Funds Management Officer	sf@cep.unep.org
40.	Giorgio Dimastrogiovanni	AMEP Intern	intern2@cep.unep.org
41.	Chrishane Williams	Team Assistant (AMEP/CETA)	cw@cep.unep.org